



## **RENTRÉE 2020, LA DGER A VOTRE ÉCOUTE : DEBROUILLEZ VOUS !**

Le groupe de travail CTEA du 23 juin 2020 était consacré à deux sujets majeurs de cette fin d'année scolaire : le retour d'expérience de la Covid19 dans l'Enseignement Agricole et la préparation de la rentrée 2020.

Mais dans le contexte actuel et après l'annonce de la prise en compte du temps de l'AP en STAV divisé par deux, nos organisations ne pouvaient aborder ces sujets sans les corréler à la question des moyens ... c'est ce qu'elles ont fait.

Sur l'ensemble des dossiers la DGER n'a eu qu'une seule réponse, le renvoi à l'autonomie des établissements et des équipes.

### **Retour d'expérience ... entre mépris des CHSCT et déni de réalité**

Que dire de l'absence consternante de préparation sanitaire de la rentrée 2020 alors même que la crise est loin d'être terminée et que les agents du MAA attendent légitimement des assurances à ce sujet ?!

Nous n'avons obtenu aucune information sur les conditions sanitaires de cette rentrée pourtant si particulière : aucun protocole en préparation ni même l'esquisse d'un CHCSTM qui y serait consacré – la DGER "ne s'y opposera pas" (sic) - Pire encore, à l'aube des épreuves de contrôle et de rattrapage des bacs agricoles, aucun protocole n'a été prévu, proposé dans cette instance et transmis aux établissements ! Cela montre hélas parfaitement le mépris dont est victime le comité et avec lui, les agents du MAA et leurs représentant.es ! En effet, depuis le début de cette crise, nous n'avons eu le droit qu'à un simulacre de dialogue social : peu ou pas de prise en compte de nos recommandations, des avis du comité laissés sans réponse, une dernière circulaire de reprise sans concertation... Nous condamnons cette manière de faire qui ne consiste pour l'administration qu'à se protéger elle-même au regard de ses obligations en matière de santé et de sécurité mais qui ne protège pas entièrement ses agent.es !

### **La DGER annonce 170 000 heures de HSE ... pour solde de tout compte**

Après l'annonce de la dévalorisation de l'AP coefficientée à 0,5 en STAV, des réductions drastiques des quotités de travail des nombreux agents contractuels, la suppression effective des dédoublements dans beaucoup de régions, et la poursuite de la suppression de postes à la rentrée, la CGT, la FSU et FO ont placé la question des moyens comme un préalable aux discussions de ce groupe de travail.

Sur l'insistance de nos 3 organisations, le Directeur Général Adjoint a fini par annoncer de guerre lasse, en fin de réunion, une enveloppe de 6,5 millions d'€ de HSE pour cette rentrée.

C'est une somme conséquente, mais en plus du caractère temporaire de cette annonce, il faut évidemment décortiquer ce chiffre. S'entend-il Public et Privé ? Quelle sera la répartition régionale ? Quelles seront les modalités d'attribution ? Ne restera-t-il pas alors qu'une maigre part par établissement, loin des besoins réels des élèves et étudiant.es et au risque d'une dévalorisation du travail et la précarité des agents. ?

Et si ces moyens pouvaient être un début de réponse aux nécessaires adaptations de la formation après le confinement, ils ne seraient pas efficaces faute de cadrage national de leur utilisation... la DGER renvoyant la responsabilité de leur répartition aux seuls établissements sans aucune directive ou orientation nationale.

### **La nécessaire réorganisation pédagogique ... il faudra « produire » local**

La crise sanitaire que nous traversons est hors du commun. Elle aura notamment privé les élèves, étudiant.es et apprenti.es d'une part de leur formation. Pour certain.es, elle aura provoqué une rupture avec le système scolaire, après 6 mois de décrochage. Il n'est donc pas envisageable de reprendre les cours début septembre comme pour une rentrée classique. Des aménagements sont indispensables qu'il s'agisse de l'organisation de la formation, de ses contenus et des examens afin de garantir la réussite de toutes et tous, de maintenir la valeur des diplômes nationaux. Sans trop y croire tellement les groupes de travail et comités sont galvaudés, mais au regard de la gravité de la situation, c'est ce que nous pensions être l'objet de ce groupe de travail. Là encore la seule réponse de la DGER était le renvoi à l'autonomie des équipes. Une réponse locale inacceptable dans un contexte où un cadrage national devrait s'imposer.

**Les faibles réponses arrachées à la DGER ne sont pas à la hauteur des enjeux éducatifs de demain, seuls le mépris et l'autonomie donnée au établissement étaient au rendez vous manqué de ce groupe de travail. C'est à partir de ce constat d'une rentrée "en mode dégradé élevé" que l'intersyndicale appelle tous les personnels de l'enseignement agricole public à se mobiliser le 30 juin prochain en développant toutes les initiatives, à se regrouper devant les DRAAF pour défendre leurs droits et exprimer leur mécontentement, leur écœurement ainsi que leurs inquiétudes quant à une rentrée qui s'annonce à risque car à ce stade sans ambition pour les jeunes et les personnels.**